



Albert Lévy (magistrat)

[Ajouter des langues](#)

[Article](#) [Discussion](#)

[Lire](#) [Modifier](#) [Modifier le code](#) [Voir l'historique](#) [Outils](#)

 Pour les articles homonymes, voir [Lévy](#) et [Albert Lévy](#).

Albert Lévy, magistrat français, né le 20 mai 1951¹, termine sa carrière de magistrat de l'ordre judiciaire en tant que ² vice-président chargé des fonctions de juge d'instruction près la juridiction interrégionale spécialisée ³ de [Lyon](#) (jusqu'au 30 juin 2017). Auparavant, il avait été substitut du procureur de la République au tribunal de grande instance de [Toulon](#), où il fut chargé de la lutte contre le banditisme et en particulier l'affairisme toulonnais. Sa carrière n'aura progressé que difficilement en raison de son indépendance à l'égard du pouvoir politique et de sa volonté d'axer ses missions judiciaires dans la lutte contre le crime organisé dans ses relations avec le milieu politique corrompu et l'extrême droite qui s'empare en 1995 de la Mairie de Toulon.

Il est membre du [Syndicat de la magistrature](#). Il en fut son vice-président et membre du bureau national.

Depuis 2020, il adhère à la [France insoumise](#), le mouvement de Jean-Luc Mélenchon dont il se dit proche, où il prône une réforme de l'Institution judiciaire, en faveur d'une justice préoccupée par les libertés individuelles, son indépendance et sa responsabilité. Depuis 2019, il milite au sein de L'Union populaire, une composante de la gauche française. Il a également figuré sur une liste soutenue par [Europe Écologie Les Verts](#) lors des élections législatives. Il est par ailleurs actif sur le réseau social [Twitter](#).

Débuts dans la magistrature [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Après avoir obtenu une maîtrise en droit et le certificat d'aptitude à la profession d'avocat (il fut avocat à [Marseille](#)), Albert Lévy intègre la magistrature et est nommé substitut du [procureur de la République](#) au [Tribunal de grande instance](#) de [Dunkerque](#) le 1^{er} janvier 1989.

Affairisme toulonnais [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Albert Lévy

Une illustration sous licence libre serait la bienvenue

Fonction

Vice-président (d)
[Syndicat de la magistrature](#)

Biographie

Naissance [20 mai 1951](#) (74 ans)

Nationalité [française](#)

Activité [Magistrat](#)

Autres informations

Parti politique [La France insoumise](#) (depuis 2020)

[modifier](#) - [modifier le code](#) - [modifier Wikidata](#)



Albert Lévy est ensuite nommé à [Toulon](#) en **1991**. Son travail sur le [grand banditisme](#) l'oriente parfois vers la mairie de Toulon et le conseil général du [Var](#). En dépit de ses efforts, des dizaines d'affaires liées au crime organisé et à la corruption s'évaporent ou se terminent en classement ou en non-lieux. « Ouvertement engagé à gauche », Albert Lévy fait l'objet de mises en cause répétées^{4,5} en raison de son indépendance. Le magistrat considère qu'il tient ses prérogatives de la loi et non de la chancellerie ou de sa hiérarchie. En **1995**, [Jean-Marie Le Chevallier](#) (FN) est élu à la mairie de Toulon. Le magistrat tente alors de mettre au jour diverses affaires pénales mettant en cause le maire et son entourage. La chancellerie est alertée mais le [garde des Sceaux Jacques Toubon](#) fait la sourde oreille. Le procureur de la République de Toulon reste muet, tout comme le préfet du Var [Jean-Charles Marchiani](#).

En **1998**, la tension est à son comble et le procès des assassins de la député FN [Yann Piat](#) doit s'ouvrir. Le substitut Albert Lévy ne croit pas à la thèse officielle d'un vulgaire règlement de comptes de truands et le fait savoir à plusieurs reprises⁶.

Affaire des fuites [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 16 avril 1998, des extraits de procès-verbal sont publiés dans l'hebdomadaire [VSD](#). Un homme d'affaires toulonnais, Sauveur Catalano, y prétendait qu'une filiale de [Vivendi](#) aurait versé un [pot-de-vin](#) à la mairie toulonnaise (alors tenue par le [FN](#)) pour obtenir le marché des cantines scolaires.

En **1998**, Albert Lévy est poursuivi pour violation du secret professionnel⁷ alors qu'il est substitut du procureur de la République de Toulon. Albert Lévy est soupçonné d'avoir remis au journaliste [Claude Ardid](#) le procès-verbal de l'audition de l'homme d'affaires Sauveur Catalano, témoin-clef du scandale de détournement de fonds aux [cantines scolaires](#) de [Toulon](#).

Dans cet article, la municipalité FN était accusée d'avoir bénéficié de malversations par une entreprise candidate à l'attribution du marché des cantines scolaires de la ville. Le nom d'Albert Lévy commence à circuler. Il compterait parmi ses amis [Robert Gaïa](#), député socialiste et Claude Ardid, coauteur d'un ouvrage sur l'affaire [Yann Piat](#) accréditant la thèse d'un assassinat politique et contenant des pièces d'instruction⁸.

Albert Lévy nie les faits et estime avoir été victime de manœuvres politiques et d'antisémitisme. Il dit avoir été victime de [rétorsion](#) à cause des procédures qu'il avait engagées au parquet de Toulon contre le maire FN de l'époque, [Jean-Marie Le Chevallier](#), et son épouse.

Instruction et procès [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Une instruction est menée à [Paris](#) par [Marie-Paule Moracchini](#). Elle conduit fin **1998** à des écoutes téléphoniques, une perquisition au domicile d'Albert Lévy, à son placement en garde à vue et sous contrôle judiciaire avec obligation de soins psychologiques, une mesure annulée ensuite en appel. Placé sur écoutes téléphoniques, surveillé, filmé à son insu, Albert Lévy ne donnera aucun indice permettant aux enquêteurs d'accréditer ces soupçons. Ce n'est que sur la base d'un aveu de Claude Ardid, sans doute négocié par les enquêteurs^[réf. nécessaire], qu'il sera finalement mis en cause.

Par deux fois, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris désavoue la juge Moracchini, estimant que son enquête n'avait pas été conduite de manière régulière.

En janvier 2000, malgré deux annulations de procédure prononcées par la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, la juge d'instruction Marie-Paule Moracchini signe une nouvelle mise en examen d'Albert Lévy pour « violation du secret de l'instruction ».

Pour le [Syndicat de la magistrature](#), cette procédure relève « d'un acharnement étranger à tout esprit de justice et d'une pure logique de règlement de comptes ».

Albert Lévy comparait en septembre 2006 devant le [tribunal correctionnel](#) de Paris (17^e chambre correctionnelle). Une amende de 3 000 euros est requise le 10 octobre 2006 par le procureur François Cordier, qui a également requis une amende de 2 000 euros contre le journaliste [Claude Ardid](#). Le 14 novembre 2006, le tribunal correctionnel de Paris relaxe Albert Lévy ainsi que le journaliste Claude Ardid⁹.

Le calembour antisémite de l'APM [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Albert Lévy fut l'objet d'un [calembour antisémite](#) (« *Tant va Lévy au four qu'à la fin il se brûle* ») dans le journal de l'[Association professionnelle des magistrats](#) (APM) par un de ses dirigeants, [Alain Terrail](#), avocat général près le cour d'appel de Paris. Ce dernier fut condamné pour injure publique à caractère racial, et mis à la retraite d'office¹⁰ par le [Conseil supérieur de la magistrature, à la demande de la ministre de la Justice Elisabeth Guigou](#).

Suite de la carrière [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 26 février 1999, Albert Lévy prend ses fonctions comme substitut à [Lyon](#). L'éventuel avancement professionnel auquel il pourrait prétendre est bloqué par sa mise en examen... jusqu'à décision la définitive sur le fond de relaxe rendue par le tribunal de Paris.

Projet d'enlèvement [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Le 3 avril 2012, [Le Figaro](#) révèle que des [salafistes](#) de l'association dissoute [Forsane Alizza](#) projetaient d'enlever Albert Lévy, alors que dernier venait de mettre en examen pour séquestration l'un de ses membres. Le magistrat est placé sous protection policière et les salafistes arrêtés⁵.

Engagement politique [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

En 2007, Albert Lévy se met en disponibilité afin de participer aux législatives dans la liste des [Verts](#)⁵.


Fin avril 2022, il est pressenti pour être le candidat de [La France insoumise](#) (LFI) aux [élections législatives](#) dans la [7^e circonscription du Rhône](#), où [Jean-Luc Mélenchon](#) est arrivé largement en tête de l'[élection présidentielle](#)^{11, 12}. L'éventualité de son [parachutage](#) n'est cependant pas très bien perçue et LFI préfère

finalement investir le militant des quartiers populaires, [Abdelkader Lahmar](#)^{13,14}. Le 8 mai, Albert Lévy annonce le retrait de sa candidature dans un tweet¹⁵.

Le 6 mars 2024, il est annoncé en 72^e position (non éligible) sur la liste de LFI aux [élections européennes](#)^{16,17}.

Pour approfondir [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

Bibliographie [[modifier](#) | [modifier le code](#)]


- « Qui veut la peau d'Albert Lévy ? », *L'Humanité*, 5 mai 2000 ([lire en ligne](#) [[archive](#)] , consulté le 16 mars 2024)
- [Renaud Lecadre](#), « Une procédure qui dure contre le procureur Lévy », *Libération*, 13 octobre 2004 ([lire en ligne](#) [[archive](#)], consulté le 16 mars 2024)

Liens externes [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- Notices d'autorité**  : [VIAF](#) **·** [ISNI](#) **·** [BnF](#) ([données](#) **·** [IdRef](#) **·** [LCCN](#)

Notes et références [[modifier](#) | [modifier le code](#)]

- ↑ Albert Lévy [[archive](#)] sur le catalogue de la BNF.
- ↑ Arrêté du 13 février 2017 portant admission à la retraite et maintien en fonction (magistrature) ([lire en ligne](#) [[archive](#)])
- ↑ « Les juridictions interrégionales spécialisées [[archive](#)]», sur justice.gouv.fr, 13 octobre 2014 (consulté le 14 janvier 2019)
- ↑ Stéphane Durand-Souffland, « Albert Lévy, le juge menacé par Forsane Alizza [[archive](#)]», sur Le Figaro, 3 avril 2012 (consulté le 16 mars 2024)
- ↑ ^a ^b et ^c Lucie Soullier, « Qui est le magistrat que Forsane Alizza voulait enlever? [[archive](#)]», sur L'Express, 3 avril 2012 (consulté le 16 mars 2024)
- ↑ Alain Léauthier, « Le procès de l'affaire Yann Piat. Règlements de comptes au tribunal. Les carences de l'enquête ont de nouveau été relevées hier. [[archive](#)]», Libération, 19 mai 1998 (consulté le 16 mars 2024)
- ↑ « JUSTICE : Albert Lévy renvoyé devant le tribunal correctionnel, pour « violation du secret professionnel ».», Le Monde, 2 avril 2003 ([lire en ligne](#) [[archive](#)] , consulté le 16 mars 2024)
- ↑ Fabrice Tassel, « Le substitut Lévy a subi une enquête zélée. L'instruction a déployé d'étonnants moyens contre quelques gêneurs varois. En vain. [[archive](#)]», sur Libération, 15 avril 1999 (consulté le 16 mars 2024)
- ↑ « Secret de l'instruction : Albert Levy relaxé [[archive](#)]», sur L'Obs, 14 novembre 2006 (consulté le 16 mars 2024)
- ↑ Émilie Rive, « Le magistrat Alain Terrail, condamné pour injures racistes - L'Humanité [[archive](#)]», sur L'Humanité, 13 novembre 2000 (consulté le 16 mars 2024)
- ↑ Marie Allenou, « Pour les législatives, LFI mise sur le magistrat Albert Lévy à Vaulx-en-Velin [[archive](#)]», sur Rue89 Lyon, 25 avril 2022 (consulté le 21 juillet 2024)
- ↑ Alice Clair, Savinien de Rivet et Julien Guillot, « CARTE - Les résultats du 1er tour de la présidentielle 2022 dans votre département, région et circonscription législative [[archive](#)]», Libération, 10 avril 2022 (consulté le 21 juillet 2024)
- ↑ Marie Allenou, « Législatives 2022 : l'union de la gauche sous haute tension dans le Rhône [[archive](#)]», sur Rue89Lyon, 26 avril 2022 (consulté le 21 juillet 2024)
- ↑ Christelle Lalanne, « 7e circonscription : Abdelkader Lahmar est le candidat Nupes, Albert Lévy se retire [[archive](#)]», Le Progrès, 9 mai 2022 (consulté le 21 juillet 2024)
- ↑ David Gossart, « Législatives à Vaulx-en-Velin. Kader Lahmar investi à la place du magistrat Albert Lévy [[archive](#)]», Tribune de Lyon, 9 mai 2022 (consulté le 20 juillet 2024)

- 

Portail du droit français

Catégories : Magistrat français du XXe siècle | Naissance en mai 1951 [+]

Droit d'auteur : les textes sont disponibles sous [licence Creative Commons attribution, partage dans les mêmes conditions](#) ; d'autres conditions peuvent s'appliquer. Voyez les [conditions d'utilisation](#) pour plus de détails, ainsi que les [crédits graphiques](#). En cas de réutilisation des textes de cette page, voyez [comment citer les auteurs et mentionner la licence](#).

Wikipedia® est une marque déposée de la [Wikimedia Foundation, Inc.](#), organisation de bienfaisance régie par le paragraphe [501\(c\)\(3\)](#) du code fiscal des États-Unis.

[Déclaration sur les témoins \(cookies\)](#) [Version mobile](#)

--	--